



**PRÉFET  
DU PAS-DE-  
CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois  
Centre Jean Monnet  
Avenue de Paris  
62400 Béthune

Lille, le 25/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**POLYNT COMPOSITES FRANCE**

BP 19  
DROCOURT  
62320 Drocourt

Références : B1-475-2025  
Code AIOT : 0007000789

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/08/2025 dans l'établissement POLYNT COMPOSITES FRANCE implanté ROUTE D'ARRAS 62320 DROCOURT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite, inopinée, fait suite à la prise d'un arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau en date du 01/07/2025, abrogé et remplacé depuis par l'arrêté préfectoral du 22/08/2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- POLYNT COMPOSITES FRANCE
- ROUTE D'ARRAS 62320 DROCOURT

- Code AIOT : 0007000789
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site de DROCOURT s'étend sur un terrain d'une superficie de 34 hectares, implanté sur deux communes DROCOURT et ROUVROY. Il emploie environ 200 personnes (hors intérim et entreprises extérieures).

Il exploite des installations de fabrication de résines.

Au titre de la réglementation sur les installations classées, l'établissement POLYNT COMPOSITES est soumis à autorisation pour 12 rubriques dont les rubriques 4120-2-a, 4130-2-a, 4511-1 et 4150-1. Il est classé seuil haut.

### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Déclaration GIDAF	AP Complémentaire du 16/08/2023, article 3	Demande d'action corrective	
3	Limitation des prélèvements d'eau	AP Complémentaire du 16/08/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Réduction des prélèvements	AP Complémentaire du 16/08/2023, article 5	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Relevé des prélèvements d'eau	AP Complémentaire du 16/08/2023, article 3	Sans objet
4	Fonctionnement des dispositifs de traitement	Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 4	Sans objet
6	Etude technico-économique de réduction des consommations d'eau	AP Complémentaire du 16/08/2023, article 4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des éléments vus en inspection et de ceux figurant dans l'étude technico-économique de réduction des consommations d'eau de l'établissement, un pallier de consommation semble actuellement atteint au niveau du site, ce dernier ayant en outre dépassé les objectifs de rationalisation escomptés au travers de l'exploitation de ladite étude (environ 40 % d'économies d'eau au lieu des 10 % visés en objectif).

Si le déploiement d'actions pérennes a été possible, permettant, selon l'exploitant, d'atteindre un niveau aussi bas que possible, des actions à court terme dans le cadre de la prise d'un arrêté préfectoral de restrictions d'usage semblent plus difficiles à mettre en œuvre, les marges de manœuvre devenant extrêmement réduites, spécifiquement pour la partie eau potable.

Quant à l'usage de l'eau industrielle, celui-ci demeure nécessaire en période estivale au travers des tours aéroréfrigérantes, poste principal de consommation, dont l'utilisation permet le refroidissement des réacteurs de process et par là-même, la prévention de la réaction d'emballement thermique.

Fort de ces constats, l'Inspection de l'environnement propose à l'exploitant d'instruire rapidement son étude technico-économique afin de réévaluer les limites de prélèvements prescrites à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 16/08/2023, au regard de la démarche de rationalisation de la ressource mise en œuvre de façon efficace au niveau de l'établissement.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Relevé des prélèvements d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/08/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Relevé des prélèvements d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les installations d'alimentation en eau à partir du réseau de ville ou de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur par origine de l'eau. Ces dispositifs sont relevés journalièrement. [...]
<b>Constats :</b>  L'établissement dispose en entrée de 2 compteurs d'eau : 1 compteur général eau industrielle (eau brute) et 1 compteur eau potable. L'étude technico-économique de réduction des consommations d'eau et plan d'actions sécheresse, transmise par l'exploitant le 30/08/2024 en réponse à l'arrêté préfectoral complémentaire du 16/08/2023, liste les compteurs du site (p.22). Ces compteurs permettent d'estimer la consommation d'eau du site via : <ul style="list-style-type: none"><li>- les données des compteurs existants ;</li><li>- les bouclages (calculs par différence) ;</li><li>- les estimations.</li></ul> Le site disposerait d'une douzaine de compteurs. Ces compteurs sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- 2 compteurs en entrée de site (eau brute EI et eau potable AEP) ;</li><li>- 3 compteurs d'appoint HAMMON 1, 2 et 3 concernant les 3 tours aéroréfrigérantes du site;</li><li>- SCAM : compteur d'alimentation du réseau d'eau incendie du site ;</li></ul>

- appoint NS : compteur d'alimentation de l'atelier NS = UPR (atelier produisant des résines polyester et vinylester) ;
- 2 compteurs entrée/sortie OSMOSEUR : production d'eau adoucie/osmosée pour la production de vapeur ;
- 3 compteurs vapeur produite, additifs et ETGC (atelier produisant des gels coats, soit des peintures réactives) ;
- 1 compteur eau brute additifs.

Le site dispose d'un fichier de suivi appelé « tableau de bord » qui permet au service Utilités de suivre, entre autres, les différents postes de consommation d'eau au niveau du site.

Les consommations d'eau y sont reportées à fréquence mensuelle et quelques ratios sont calculés (TAR/prod, rendement de production d'eau osmosée adoucie).

Cela permet de détecter les dérives éventuelles et de lancer, par exemple, des recherches de fuites, notamment sur le réseau d'eau potable et le réseau incendie SCAM.

VEOLIA met par ailleurs à disposition de l'exploitant une plateforme en ligne permettant la consultation des consommations d'eau des compteurs globaux (EI et AEP), avec 12h de décalage. Des alertes sont par ailleurs envoyées à l'exploitant en cas de surconsommation d'eau.

Une consigne est en place au niveau du site (réf. DRT-13-C003 - Site de suivi des consommations d'eau BIRDZ), décrivant la façon de se connecter à la plateforme VEOLIA BIRDZ ainsi que ce à quoi correspondent les alertes envoyées par le prestataire.

Cette consigne est essentiellement destinée aux astreintes, au cas où celles-ci recevraient des alertes sur la surconsommation d'eau.

En cas de dépassement des seuils de surconsommation qui figurent dans la consigne susmentionnée (fixés respectivement à 800 m<sup>3</sup>/j pour l'eau industrielle et 70 m<sup>3</sup>/j pour l'eau potable), un mail est automatiquement reçu par toutes les personnes d'astreinte, les utilités et le service HSE, déclenchant une recherche de fuites car c'est souvent cela qui est à l'origine de la surconsommation.

Les destinataires de l'alerte vont alors consulter la plateforme VEOLIA BIRDZ et en fonction des débits mentionnés, ils sont, selon l'exploitant, en capacité de localiser la fuite en procédant à des isolements du réseau par tronçon.

L'exploitant signale qu'en cas de surconsommation d'eau, l'unique marge de manœuvre dont il dispose concerne uniquement le compteur 1 (eau industrielle), sa consommation d'eau potable étant ajustée strictement à ses besoins.

***Observation n°1 : L'Inspection de l'environnement souligne l'intérêt de la procédure d'alerte vis-à-vis des surconsommations d'eau mise en place entre l'exploitant et VEOLIA, en précisant toutefois que le seuil d'alerte pour l'eau potable est paramétré 20 m<sup>3</sup>/j plus haut que celui autorisé par l'arrêté préfectoral du 16/08/2023 [70 m<sup>3</sup>/j au lieu des 50 m<sup>3</sup>/j autorisés à l'article 2 de l'arrêté préfectoral susmentionné] (cf. point de contrôle n°3). En l'absence de marge de manœuvre signifiée par l'exploitant sur ce poste de consommation et compte-tenu des investissements déjà réalisés sur le site pour rationaliser l'utilisation de la ressource, un ajustement des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 16/08/2023 semble nécessaire, certaines d'entre elles semblant présenter un caractère inadapté à la situation actuelle.***

Type de suites proposées : Sans suite

## N° 2 : Déclaration GIDAF

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/08/2023, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Relevé des Prélèvements d'eau

Prescription contrôlée :

Ces informations font l'objet d'un enregistrement, et sont transmises à l'inspection des installations via l'application de télédéclaration GIDAF selon la fréquence suivante :

- tous les trois mois en dehors de toute période de « sécheresse » d'application d'un arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau ;
- tous les mois lorsqu'un arrêté préfectoral « sécheresse » de restriction des usages de l'eau est en vigueur

#### Constats :

Après consultation de l'applicatif GIDAF, l'Inspection de l'environnement relève qu'aucune déclaration des prélèvements d'eau n'y est réalisée par l'exploitant alors que la prescription est réglementaire depuis la notification de l'arrêté préfectoral du 16/08/2023.

Bien que l'exploitant pouvait le paramétrer à son niveau, le cadre de déclaration a été créé par l'Inspection de l'environnement afin que l'exploitant puisse s'acquitter de cette obligation sans délai.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

**Demande n°1 : L'Inspection de l'environnement demande à l'exploitant de procéder à la déclaration immédiate de ses prélèvements dont la fréquence de déclaration est mensuelle depuis la prise de l'arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau du 01/07/, abrogé puis remplacé par l'arrêté préfectoral du 22/08/2025. Pour mémoire, cet arrêté préfectoral est applicable jusqu'au 31/10/2025 sauf s'il venait à être abrogé après avis du comité technique de suivi des étiages sévères après constat de l'amélioration de la situation des ressources en eau, comme précisé à l'article 4 de ce même arrêté. Hors période de sécheresse, la fréquence de déclaration est trimestrielle. L'exploitant procédera sans délai à la régularisation de ses déclarations pour l'année 2025.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

#### N° 3 : Limitation des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/08/2023, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Limite de prélèvement

#### Prescription contrôlée :

Au regard de la consommation réelle de l'établissement POLYNT Composites France, inférieure à la limite de prélèvement autorisée, les consommations maximales d'eau autorisées à l'article « 4.1.1.1-Originé » de l'arrêté préfectoral du 18/12/2014 sont remplacées par les valeurs suivantes :

Origine de la ressource: Nom de la commune du réseau	Type d'eau	Prélèvement maximal annuel (m3)	Prélèvement maximal journalier (m³/j)	Prélèvement maximal horaire (m³/h)
Réseau public d'eau de la ville	Eau industrielle (EI)	220000	800	95

d'eau de la ville d' H é n i n B e a u m o n t	(EI)			
Réseau public d'eau de la ville de Drocourt	Eaupotable (EP)	18000	50	5

La disposition suivante est également ajoutée à ce même article :  
 Qu'elle soit puisée dans les nappes souterraines, dans les cours d'eau ou canaux, prélevée sur le réseau de distribution d'eau potable, l'eau doit être utilisée rationnellement en évitant tout gaspillage. Les consommations d'eau sont réduites autant que possible et limitées au strict nécessaire.

**Constats :**

Les données de prélèvements d'eau de l'établissement, issues de la plateforme GEREP pour les années 2019 à 2024 et de l'exploitant pour l'année 2025 en cours, sont les suivantes :

T y p e d'eau/ Origine réseau public (m³/an)	M a x autorisé A P C 16/08/2 023	2 0 2 5 01/01 au 26/08	2024	2023	2022	2021	2020	2019
E a u Industri elle	220 000	77 430	115 671	131 135	149 070	181 603	155 941	192 432
E a u Potable	18 000	17 342	14 797	9 141	9 433	12 077	14 390	13 813
R a t i o c o n s o m m a t i o n m³/t d e p r o d			2,3	2,3	2,5	2,6	2,4	2,9

<b>TOTAL</b>	238 000	94 772	130 468	140 276	158 503	193 360	170 331	206 245

Des données ci-dessus, l'Inspection de l'environnement note :

- le respect des volumes maximum autorisés pour les 2 sources de prélèvement de 2019 à 2024 ;
- une diminution significative de la consommation d'eau industrielle entre 2019 et 2024 (quasiment de 40 %) ;
- une augmentation de la consommation d'eau potable de 7 % entre 2019 et 2024 alors que les années 2022 et 2023 étaient sur une dynamique sensible de diminution ;
- une diminution significative de 21 % du ratio de production de 2019 à 2024, illustrant la démarche de rationalisation de la ressource entreprise et aboutie au niveau de l'établissement. Interrogé sur l'augmentation de la consommation d'eau potable depuis 2023, l'exploitant a répondu que celle-ci était liée à une fuite du réseau près de la station d'épuration de l'établissement, fuite réparée depuis. Un justificatif de commande pour une réparation de fuite sur le réseau AEP, en date du 08/04/2025, a été communiqué à l'Inspection de l'environnement à sa demande.

L'Inspection de l'environnement prend note du document, tout en alertant l'exploitant sur la consommation d'eau déjà réalisée sur le réseau AEP depuis le début de l'année 2025.

Le prélèvement maximal annuel, autorisé à 18 000 m<sup>3</sup>, devrait être dépassé, compte tenu d'une valeur de 17342 m<sup>3</sup> atteinte au 26/08/2025.

Concernant les éventuelles variations de consommation d'eau au cours de l'année au niveau de l'établissement, il est précisé, p. 14 et 15 de l'étude technico-économique (ETE) transmise par l'exploitant le 30/08/2024 en réponse à l'arrêté préfectoral complémentaire du 16/08/2023 (cf. point de contrôle n°1), qu'il n'y a pas de saisonnalité particulière au niveau du process, mis à part :

- les arrêts annuels de l'établissement pour maintenance;
- de fortes chaleurs estivales susceptibles de se traduire par une consommation d'eau conséquente au niveau des tours aéroréfrigérantes.

Dans l'ETE (p.35), il est précisé que les variations de consommation d'eau potable pour les usages domestiques ne peuvent être attribuées à des variations d'effectif, celles-ci demeurant faibles (environ 200 salariés, variation de + ou - 10% selon les années). Ainsi, il a été considéré comme probable que les consommations d'eau supplémentaires soient liées à des fuites. Des campagnes de recherches de fuites ont été réalisées entre 2019 et 2020 sur le réseau d'eau potable, expliquant la diminution constante de la consommation depuis 2020. L'effort devait être à poursuivre.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

***Demande n°2 : L'exploitant confirmera à l'Inspection de l'environnement si la valeur des prélèvements dans le réseau AEP, quasiment atteinte au 26/08 pour l'année 2025, est due à une fuite ou si la valeur du prélèvement annuel maximum autorisé dans cette ressource n'est plus adaptée au regard de la configuration actuelle de fonctionnement de l'établissement (cf. observation n°1 formulée au point de contrôle n°1). En cas de fuite, l'exploitant justifiera que celle-ci a bien fait l'objet d'une réparation, justificatifs à l'appui et qu'il a mis en place, à l'échelle du site, une stratégie de gestion pour prévenir et traiter la survenue de celles-ci.***



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Fonctionnement des dispositifs de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le suivi particulier des dispositifs de traitement des eaux est renforcé par les exploitants pour éviter toute pollution accidentelle. Toutes dispositions sont prises pour éviter tout rejet au milieu récepteur superficiel d'eaux insuffisamment ou non traitées et non conformes aux prescriptions réglementaires.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En période de sécheresse, l'Inspection de l'environnement rappelle à l'exploitant que le suivi de la qualité des rejets est important.</p> <p>Des dépassements de température au niveau des rejets aqueux de l'établissement ont été déclarés sous GIDAF pour le mois de juin, en raison de fortes chaleurs ainsi que de l'eau stockée dans la cuve B3, cuve de 1200 m<sup>3</sup> dans laquelle l'eau industrielle est stockée.</p> <p>Interrogé sur ces dépassements, l'exploitant précise que ceux-ci ne devraient plus se produire à l'avenir, la consommation d'eau au niveau de la station d'épuration du site devant cesser au profit d'une gestion différente du déchet liquide principal nécessitant actuellement le traitement des eaux usées industrielles, conformément à ce qui était signalé dans l'ETE de l'établissement.</p> <p>A horizon du 2ème semestre 2026, il est prévu que l'ensemble des eaux de process soit traité par un Oxydateur Thermique Régénératif (RTO) (cf. point de contrôle n°6).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Réduction des prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/08/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Pour ce niveau d'alerte, une diminution des prélèvements de 5 % sera visée soit une diminution du volume moyen journalier en eau de surface prélevée de 40 m<sup>3</sup>/j en eau de surface sur le réseau d'Hénin-Beaumont et 2,5 m<sup>3</sup>/j sur le réseau de Drocourt par rapport au volume moyen journalier prélevé du mois, représentatif de l'activité de l'établissement, précédant la prise du premier arrêté préfectoral réglementant les usages de l'eau sur le bassin versant (vigilance renforcée, alerte ou alerte renforcée) pour l'épisode de sécheresse en cours.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par arrêté préfectoral du 01/07/2025, lequel a été abrogé et remplacé par l'arrêté préfectoral du 22/08/2025, le préfet a placé le bassin versant « Marque et Deûle » dans lequel se situe</p>

l'établissement POLYNT COMPOSITES à Drocourt en situation de vigilance renforcée vis-à-vis de la sécheresse.

Depuis le 02/07/2025, s'appliquent ainsi les diminutions de prélèvements à opérer dans les réseaux publics alimentant l'établissement, et ce, jusqu'au 31/10/2025, sauf si abrogation après avis du comité technique de suivi des étiages sévères après constat d'une amélioration de la situation des ressources en eau.

L'établissement POLYNT COMPOSITES à Drocourt n'ayant déposé aucune demande de dérogation aux restrictions d'usage à opérer, celles-ci sont donc dues.

La définition d'un plan d'actions sécheresse permettant d'atteindre les niveaux de diminution fixés à l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16/08/2023, en cas de prise d'arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau, a été prescrit par ce même article à l'exploitant.

Ce plan d'actions a été transmis avec l'étude technico-économique, le 30/08/2024.

Ce plan, dont la synthèse figure page 54 de l'ETE susvisée, prévoyait le recours aux actions suivantes :

**\* renforcement de la sensibilisation du personnel et du programme de surveillance des consommations d'eau :** situation du territoire et de la ressource vis-à-vis du niveau de sécheresse communicable par mail aux salariés, sur écran ou affichage au niveau du poste de garde et lors de l'accueil sécurité du site pour les personnels extérieurs ; des fréquences de sensibilisation sont prévues : bimensuelle en vigilance renforcée et hebdomadaire à partir du niveau d'alerte ; avec pour objectifs d'éviter tout usage abusif de l'eau sur le site et de détecter rapidement les dérives éventuelles.

**\* suspension des usages d'activités liées à des activités non prioritaires ;** report de certaines opérations de maintenance ou de nettoyage telles que :

- le report des essais incendie dès le niveau de vigilance renforcée;

- l'espacement des lavages des sols de l'atelier UPR (représentant 3 % de la consommation d'eau industrielle du site) : en vigilance renforcée, l'espacement prévu est d'1 jour/2 pour un gain estimé de 42 m<sup>3</sup>/ semaine (6 m<sup>3</sup>/j) ; pour les autres niveaux, cet espacement va de 60 m<sup>3</sup>/semaine (8 m<sup>3</sup>/j) d'économisé en niveau d'alerte à 72 m<sup>3</sup>/semaine (10 m<sup>3</sup>/j) pour l'alerte renforcée à 84 m<sup>3</sup>/semaine (12 m<sup>3</sup>/j) en situation de crise.

**\* solutions techniques temporaires pour réduire la consommation en eau :** optimisation temporaire du traitement de l'eau (eau osmosée) : acidification de l'eau en entrée d'osmoseur pour améliorer le rendement des membranes avec cependant risque de détérioration à long terme et location d'un lit mélangeur à installer en sortie d'osmoseur ; ces actions ont été retenues par l'exploitant en cas de crise (gain de 6 m<sup>3</sup>/j pour les 2) ;

**\* arrêts temporaires d'activités :**

Selon le plan d'actions sécheresse figurant dans l'ETE, l'arrêt de production du site pour maintenance 2 semaines au mois d'août doit permettre d'économiser 113 m<sup>3</sup>/j en moyenne pour l'eau industrielle, soit 3 500 m<sup>3</sup> sur le mois (estimations sur la base des données de 2022 et 2023) et 100 m<sup>3</sup> sur le mois (3,2 m<sup>3</sup>/j) pour l'eau potable.

Il est également précisé dans l'ETE que pour l'atteinte des 5 % de réduction, si celle-ci était visée plus tôt dans l'année (en mai ou en juin), cela nécessiterait alors une baisse de production qui n'est actuellement pas prévue dans le plan d'actions sécheresse au regard du contexte économique de l'établissement.

Les actions déployées, suite à la prise de l'arrêté préfectoral du 01/07/2025, sont les suivantes :

**\* Activation de la communication en interne**

Une telle communication a été réalisée par Mme CHOPIN, Responsable HSE, le jour même de la date du premier arrêté sécheresse à savoir le 01/07/2025.

Les supports de communication ont été transmis à l'Inspection de l'environnement à sa demande. Concernant le support de sensibilisation à destination du personnel, celui-ci signale le statut de vigilance renforcée du département avec une liste de quelques conseils pour économiser la

ressource.

Des mails ont également été envoyés par Mme CHOPIN aux chefs de service ce même jour, rappelant les actions à déployer assorties des réductions de consommation à escompter. Celles-ci sont les suivantes :

Niveau d'alerte	Action	Réduction attendue
	Sensibilisation du personnel et exploitation des données de consommation à fréquence bimensuelle	2 m <sup>3</sup> /j = - 0,5 %
Vigilance renforcée	Report des essais incendie	Non estimée
	Lavage des sols 1 jour/2	6 m <sup>3</sup> /j = - 1,5 %
	Réduction cumulée	8 m <sup>3</sup> /j = - 2 %

De l'examen des données du tableau ci-dessus, l'Inspection de l'environnement note que l'exploitant compte principalement sur le report des essais incendie pour atteindre les 5 % de diminution des prélèvements imposés par arrêté préfectoral en situation de vigilance renforcée, les autres actions prévues ne permettant d'atteindre que 40 % de l'objectif. Selon l'exploitant, ces essais ont été reportés au mois d'octobre.

***Observation n°2 : L'Inspection de l'environnement rappelle à l'exploitant que celle-ci n'est pas favorable au report des essais incendie, y compris en situation de sécheresse, ceux-ci restant nécessaires pour garantir la fonctionnalité des moyens de lutte contre l'incendie en cas de sinistre.***

Les autres actions prévues dans le plan d'actions sécheresse n'ont pas été mises en œuvre, compte tenu du niveau d'alerte.

Les données de consommation pour l'année 2025 transmises par l'exploitant sont les suivantes :

Conso en m <sup>3</sup>	Janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	A o û t ( a u 26/08)

<b>AEP*</b>	3297	5634	1951	1319	1440	1259	1285	1157
<b>EI**</b>	10917	9115	10610	11109	9886	9400	11428	4965

\* AEP : Eau potable

\* EI : Eau industrielle

Des chiffres communiqués par l'exploitant, l'Inspection de l'environnement note que :

- la diminution des prélèvements à opérer a pu aisément être mise en œuvre sur l'eau industrielle au cours du mois d'août, à la faveur de l'arrêt de l'établissement pour maintenance ;
- cette réduction n'a pas été possible sur l'eau potable compte tenu de son utilisation ajustée aux besoins du site (ce qui rejoint la remarque de l'exploitant formulée au point de contrôle n°1 sur l'absence de marge dont il dispose sur cette source) ;
- la diminution des prélèvements sur l'eau industrielle peut également s'avérer difficile à mettre en œuvre en fonction de la période à laquelle celle-ci est sollicitée, compte tenu de son utilisation (solicitation au travers des tours aéroréfrigérantes fonctionnant à leur maximum en période estivale).

Compte tenu de la démarche de rationalisation déployée quasiment à son maximum au niveau du site (- 40 % de réduction des prélèvements entre 2019 et 2024), l'Inspection de l'environnement n'envisage pas de suite administrative face à ce constat. Un réajustement des prescriptions semble nécessaire au regard de la situation de fonctionnement actuel et à venir de l'établissement.

Ces éléments sont détaillés au point de contrôle suivant.

**Observation n°3 : L'Inspection de l'environnement note que la démarche de déploiement du plan d'actions sécheresse, si celle-ci figure dans l'étude technico-économique, n'est pas encadrée par un document opérationnel type procédure ou consigne. Ce déploiement, susceptible d'intervenir en pleine période estivale, est réalisé par la responsable HSE qui pourrait possiblement être en congés à la période de prise de l'arrêté préfectoral de restrictions d'usages.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

***Demande n°3 : L'exploitant veillera à mettre en place une consigne de déploiement de son plan d'actions sécheresse pour en assurer la mise en œuvre et sa continuité en cas d'absence de la responsable HSE.***

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 6 :** Etude technico-économique de réduction des consommations d'eau

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 16/08/2023, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Diminution pérenne de la consommation en eau

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise une étude technico-économique relative à l'optimisation de la gestion globale de l'eau sur son site ayant pour finalité la limitation des usages de l'eau et la réduction des prélèvements d'eau, avec pour **objectif une diminution d'au moins de 10% d'ici à 2025 par rapport aux prélèvements de 2019.**

L'étude comporte a minima les éléments suivants :

- État actuel : définition des besoins en eau, descriptions des usages de l'eau, caractéristiques des moyens d'approvisionnement en eau, description des équipements de prélèvements, descriptions des procédés consommateurs en eau, bilans annuel et mensuel des consommations de l'établissement, bilan des rejets, le cas échéant en fonction de la période en cas d'activité saisonnière.
- Descriptions des actions de réduction des prélèvements déjà mises en place et des économies d'eau réalisées.
- Étude et analyse des possibilités de réduction des prélèvements, de réutilisation de certaines eaux (pluviales ou industrielles), des possibilités de recyclage et point sur les consommations actuelles de l'établissement par type d'usage au regard des meilleures techniques disponibles.
- Échéancier de mise en place des actions de réduction envisagées.

L'exploitant intègre dans son étude la garantie du respect des valeurs limites d'émission et de la température des rejets des effluents en sortie de site.

**Constats :**

L'ETE de l'établissement a été transmise le 30/08/2024.

Il y est précisé que les 3 postes principaux de consommation d'eau industrielle au niveau du site sont, par ordre décroissant :

- les tours aéroréfrigérantes (40 % de la consommation);
- la production de vapeur ;
- le réseau incendie SCAM au travers de fuites.

Concernant l'eau potable, celle-ci est utilisée en usages domestiques ainsi qu'au niveau de la station d'épuration de l'établissement.

Dans l'ETE, l'exploitant liste les actions de réduction des prélèvements déjà réalisées, dont le déploiement a permis une baisse significative de la consommation d'eau totale du site (de quasiment 40 % entre 2019 et 2024).

Ces actions sont les suivantes :

- installation d'un nouvel osmoseur et d'un adoucisseur performant pour la production d'eau de chaudière (2019), aboutissant à la diminution de la consommation d'eau industrielle sur ce poste de 20 % (- 20 000 m<sup>3</sup>/an) ainsi qu'à celle des rejets associés de 60 % (concentrats);
- acidification des eaux d'appoint de la Tour aéroréfrigérante (TAR) n°3 (2019), action se traduisant par la diminution de la consommation d'eau industrielle de 10 000 m<sup>3</sup>/an (- 40 % sur ce poste) ainsi que celle des rejets (purges de la TAR) ;
- campagnes de recherche de fuites sur le réseau SCAM et remplacement de vannes d'isolement et de poteaux d'incendie, se traduisant par la diminution de la consommation d'eau du réseau SCAM de 18000 m<sup>3</sup> entre 2019 et 2023 ;
- campagnes de recherche de fuites et travaux sur le réseau d'eau potable aboutissant à la diminution de la consommation d'eau potable (- 5000 m<sup>3</sup> entre 2019 et 2023).

L'ETE détaille également les actions de réduction de la consommation d'eau pouvant encore être déployées sur le site ainsi que celles qui ont été retenues au niveau de l'établissement. Un rapport d'instruction de cette ETE sera produit par l'Inspection de l'environnement, en parallèle de cette inspection, visant à ajuster les prélèvements maximaux autorisés dans la ressource au fonctionnement actuel de l'établissement, tout en tenant compte de l'optimisation mise en oeuvre par l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Sans suite